

Ces discours irresponsables qui légitiment la violence scolaire

Depuis le début de l'année 2010, les violences se succèdent dans les établissements scolaires.

Souvent mineures, elles peuvent aussi conduire à la mort comme au Kremlin Bicêtre, dans les établissements scolaires ou en dehors comme celui d'Adrien à Sannois en janvier dont on a bien peu parlé, sa mère se demandant si ce garçon ordinaire, sage ne méritait aucune compassion.

C'est le « marronnier du moment », chaque quotidien, chaque hebdo sort son dossier et accumule les témoignages, les pistes, les déclarations au sujet de ces violences dites ordinaires que les chefs d'établissements essayent comme toujours de camoufler. Il y aussi, comme toujours, ses déclarations d'experts qui doctement expliquent que tout ceci est bien normal, que cette violence a toujours existé.

Quand j'étais jeune dans un lycée qui drainait la banlieue sud de Paris, Draveil, Vigneux, Yerres, Montgeron, jamais de telles violences ne se sont produites. Parions qu'il y aura bien un porte-parole du PS pour nous dire que c'est par pur électoralisme qu'avant les régionales on parle de violence et que tout ça c'est la faute à Sarkozy.

D'ailleurs, c'est à peu de choses près ce que dit Jean Paul Huchon, candidat PS pour la troisième fois à la tête de la région Ile de France, « la sécurité, c'est la responsabilité de l'Etat ». Certes, mais les lycées sont sous la responsabilité de la région. Tout ça n'est pas grave, on peut se renvoyer la balle et laisser les voyous régler leur compte en toute impunité à l'intérieur ou à l'extérieur des établissements scolaires, sortir leur couteau pour un oui ou pour un non . Mais personne ne réclamera sur des statistiques ethniques sur ceux qui se comportent ainsi.

Quant aux enseignants qui subissent quotidiennement cette violence verbale ou physique, la remise en cause permanente des enseignements, les crachats, les insultes, ils peuvent continuer à réclamer des surveillants, des postes supplémentaires tout en continuant à refuser l'autorité du ministre, de l'Etat car la police, les flics, c'est « caca ».

Individuellement, ils sont nombreux à subir cette violence. Mais, collectivement ils portent une réelle responsabilité. Tant qu'ils accepteront que Roland Hubert, secrétaire général du SNES déclare dans Marianne (13 au 19 février) « *Pour endiguer la violence scolaire, il faut s'attaquer aux problèmes sociaux que subissent les élèves à l'extérieur de l'école. C'est la violence de la société qui génère de la violence en milieu scolaire : quand on ne se sent pas à sa place dans la société, on devient agressif. Tant que certains élèves auront le sentiment de ne pas avoir d'avenir, d'être condamnés à la discrimination et au mépris social, ils seront dans le rejet de l'école et développeront des comportements violents vis-à-vis de leurs professeurs mais aussi vis-à-vis de leurs camarades qui en sont les premières victimes. »*